

Parlamentsdienste

Services du Parlement

Servizi del Parlamento

Servetschs dal parlament



Commissions de politique  
extérieure  
Secrétariat  
CH-3003 Berne  
Tél. 058 322 94 66  
Fax 058 322 96 59  
www.parlement.ch  
apk.cpe@parl.admin.ch

## **La Commission de politique extérieure du Conseil des Etats pendant la 49<sup>e</sup> législature (2011 – 2015)**

### **1 Mandat**

Selon l'art. 44, al. 1 de la loi sur le Parlement, les commissions législatives :

- a. procèdent à l'examen préalable des objets qui leur ont été attribués ;
- b. examinent et tranchent les objets sur lesquels elles sont appelées à statuer définitivement en vertu de la loi ;
- c. suivent l'évolution sociale et politique dans leur domaine de compétences ;
- d. élaborent des propositions visant à résoudre des problèmes relevant de leur domaine de compétences ;
- e. veillent, dans leur domaine de compétences, à ce que des évaluations de l'efficacité soient effectuées ; à cette fin, elles soumettent des propositions aux organes concernés de l'Assemblée fédérale ou donnent un mandat au Conseil fédéral ;
- f. tiennent compte des résultats des évaluations de l'efficacité.

Par décision du Bureau du 5 décembre 2011, la Commission de politique extérieure s'est vu attribuer les domaines de compétence suivants :

- Relations avec d'autres États ainsi qu'avec l'Union européenne (UE)
- Relations avec les organisations et conférences internationales (à l'exception des assemblées parlementaires pour lesquelles il existe une délégation spécifique (AELE, OCSE, OTAN, etc.)



- Coopération au développement et coopération avec les pays d'Europe de l'Est
- Aide humanitaire
- Promotion des droits de l'homme et promotion civile de la paix dans le domaine de la politique extérieure
- Droit international public
- Politique de libre-échange
- Neutralité
- Promotion de l'image de la Suisse à l'étranger
- Politique de l'État hôte
- Suisses de l'étranger
- Réseau diplomatique extérieur

## 2 Objets traités pendant la 49<sup>e</sup> législature (2011-2015)

### 21 Répartition par type des objets traités

La Commission de politique extérieure du Conseil des Etats (CPE-E) a procédé à l'examen préalable de 212 objets, qui se répartissent comme suit :

	Type d'objet	Nombre	Remarques
a.	Initiatives populaires	/	
b.	Projets d'arrêtés du Conseil fédéral	17	<i>exclus : co-rapports</i>
c.	Rapports du Conseil fédéral	27	<i>inclus rapports en réponse à des postulats</i>
d.	Co-rapports	16	
e.	Consultations relatives aux projets d'ordonnance du Conseil fédéral	42	<i>consultations dans le cadre de la participation du Parlement à la politique étrangère selon art. 152 LParl</i>
f.	Examens préalables des initiatives parlementaires	/	
g.	Décisions concernant l'examen préalable positif de la commission de l'autre conseil	2	<i>2x renvoi</i>



h.	Examens préalables d'initiatives de canton	1	<i>ne pas donner suite</i>
i.	Elaboration de projets (iv. pa., iv. ct. 2 <sup>e</sup> phase, iv. com.)	1	<i>divergence</i>
j.	Projets de l'autre conseil (iv. pa. élaborées par une commission de l'autre conseil)	/	
k.	Interventions de la commission	2	<i>2 postulats</i>
l.	Motions de l'autre conseil (et motions modifiées de son propre conseil ainsi que motions transmises pour examen préalable par le CE)	12	<i>9 approbations (8 sans modification / 1 avec modification) 3 rejets</i>
m.	Pétitions	26	<i>1x donner suite / 25x ne pas donner suite</i>
n.	Objets internes	49	<i>exclus : consultations, auditions et objets récurrents</i>
o.	Cas particuliers	17	<i>16 rapports de délégations 1 motion dont le délai de réalisation est prolongé</i>
	<b>Total</b>	<b>212</b>	

## 22 Projets émanant du Conseil fédéral

- [11.076](#) n FMI. Approbation de la réforme des quotes-parts et de la gouvernance
- [12.006](#) né Motions et postulats des conseils législatifs 2011. Rapport
- [13.006](#) én Motions et postulats des conseils législatifs 2012. Rapport
- [14.006](#) né Motions et postulats des conseils législatifs 2013. Rapport
- [15.006](#) én Motions et postulats des conseils législatifs 2014. Rapport
- [12.010](#) né Politique économique extérieure 2011. Rapport
- [13.008](#) né Politique économique extérieure 2012. Rapport
- [14.008](#) né Politique économique extérieure 2013. Rapport
- [15.008](#) én Politique économique extérieure 2014. Rapport
- [12.013](#) én Engagement de militaires pour la protection de la représentation suisse à Tripoli (CPS, co-rapport)



- [12.014](#) né Rapport de politique étrangère 2011
- [13.009](#) én Rapport de politique étrangère 2012
- [14.009](#) né Rapport de politique étrangère 2013
- [15.009](#) én Rapport de politique étrangère 2014
- [12.029](#) n Coopération internationale 2013-2016. Continuation
- [12.040](#) é Organisation internationale du Travail. Convention no 122
- [12.047](#) é Accord sur la libre circulation des personnes. Modification de l'annexe III
- [12.054](#) né Traités internationaux conclus en 2011. Rapport
- [13.039](#) én Traités internationaux conclus en 2012. Rapport
- [14.047](#) én Traités internationaux conclus en 2013. Rapport
- [15.040](#) né Traités internationaux conclus en 2014. Rapport
- [12.055](#) n Exposition universelle 2015 de Milan (*CSEC, co-rapport*)
- [12.057](#) n Développement de l'acquis de Schengen. Reprise du règlement portant création d'une agence pour des systèmes d'information
- [12.063](#) é Violations graves du droit international humanitaire. Coopération avec les tribunaux internationaux. Modification
- [12.067](#) n Aide monétaire internationale. Prolongation et augmentation du crédit-cadre
- [12.075](#) é France et CERN. Approbation des accords applicables aux prestataires de services
- [12.093](#) é FMI. Accords généraux d'emprunt. Prolongation de la participation de la Suisse
- [12.099](#) é Effets de l'exploitation de l'aéroport de Zurich sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne. Accord (*CTT, co-rapport*)
- [13.017](#) é Prestations de sécurité privées fournies à l'étranger. Loi (*CPS, co-rapport*)
- [13.022](#) n Encouragement de la recherche et de l'innovation pendant les années 2014-2020. Financement (*CSEC, co-rapport*)
- [13.023](#) é Programmes d'éducation de l'UE. Participation de la Suisse 2014-2020 (*CSEC, co-rapport*)
- [13.024](#) n La Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe. 10ème rapport
- [13.032](#) é Approbation et mise en oeuvre du Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA). Convention avec les Etats-Unis (*CER, co-rapport*)
- [13.044](#) n Coopération en matière d'application de droits de la concurrence. Accord avec l'UE (*CER, co-rapport*)
- [13.052](#) é Transmission de la formation suisse à l'étranger. Loi (*CSEC, co-rapport*)
- [13.065](#) n Conseil ministériel de l'OSCE à Bâle en 2014. Sécurité (*CPS, co-rapport*)



- [13.070](#) n Accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et les Etats de l'Amérique Centrale (Costa Rica et Panama). Approbation
- [13.071](#) n Accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine
- [13.073](#) n Double imposition. Convention avec la France (*CER, co-rapport*)
- [13.078](#) né Engagement de militaires pour la protection de la représentation suisse à Tripoli. Prolongation (*CPS, co-rapport*)
- [13.104](#) n Participation de la Suisse à la KFOR. Prolongation de l'engagement de la Swisscoy (*CPS, co-rapport*)
- [13.108](#) é Programmes européens de navigation par satellite Galileo et Egnos. Approbation et mise en oeuvre de l'accord de coopération
- [14.016](#) n Traité sur le commerce des armes. Approbation (*CPS, co-rapport*)
- [14.029](#) n Développement de l'acquis de Dublin/Eurodac. Reprise de la modification des bases légales
- [14.050](#) é Réduction des disparités économiques et sociales dans l'UE élargie. Contribution de la Suisse en faveur de la Croatie
- [14.060](#) n Bureau européen d'appui en matière d'asile. Accord avec l'UE (*CIP, co-rapport*)
- [14.085](#) n Mesures pour renforcer le rôle de la Suisse comme Etat hôte
- [14.039](#) n Blocage et restitution des avoirs illicites de personnes politiquement exposées à l'étranger. Loi (*CAJ, co-rapport*)
- [15.016](#) n Mesures de promotion de la paix et de la sécurité humaine 2012-2016. Continuation
- [15.059](#) én Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures. Adhésion

*Les résumés des messages ou des rapports sont disponibles sur Curia Vista (cf. liens ci-dessus).*

## **23      Élaboration d'un projet**

La CPE-E a procédé à l'élaboration du projet d'acte suivant :

- [09.472](#) Iv. pa. CPE-E : Amélioration de l'efficacité et de la coordination des activités internationales de l'Assemblée fédérale

## **24      Projets d'acte de l'autre conseil**

La CPE-E n'a traité aucun projet d'acte de l'autre conseil.



## 25 Examens préalables

Durant la période sous revue, la CPE-E a procédé à l'examen préalable des initiatives parlementaires et cantonales suivantes :

- [14.433](#) n Iv.pa. Aeschi Thomas. Recommandations et décisions de l'OCDE et de ses organismes spécialisés. Obligation d'informer et de consulter la commission législative compétente
- [14.474](#) n Iv.pa. Romano. Sauvegarder les compétences du Parlement en matière de politique étrangère et de législation
- [14.310](#) é Iv.ct. GE. Pour que le visa biométrique ne soit pas la mort de la Genève internationale

## 26 Interventions

Interventions déposées par la CPE-E :

- [12.3000](#) é Po. CPE-CE. Intensification de l'engagement de la Suisse en République démocratique du Congo  
Décision du Conseil des Etats : adoption.
- [14.3663](#) é Po. CPE-CE (12.2042). Accès à la réparation  
Décision du Conseil des Etats : adoption.

Motions déposées par le Conseil national :

- [10.3558](#) n Mo. Conseil national (Groupe V). Comportement coopératif dans les domaines de l'asile et des étrangers comme condition de l'aide au développement  
Décision du Conseil des Etats : rejet.
- [10.4158](#) n Mo. Conseil national (Reimann Lukas). Persécution des chrétiens en Irak. Mettre un terme au génocide  
Décision du Conseil des Etats : adoption (pts. 1 à 3).
- [11.3510](#) n Mo. Conseil national (Groupe RL). Inscrire l'aide au Maghreb dans une politique migratoire  
Décision du Conseil des Etats : adoption.
- [11.4038](#) n Mo. Conseil national (CPE-CN (11.2017)). Suppression de toute discrimination à l'égard de la minorité kurde en Syrie



- Décision du Conseil des Etats : adoption.
- [12.3546](#) n Mo. Conseil national (Büchel Roland). Moratoire sur la fermeture des consulats  
Décision du Conseil des Etats : rejet.
  - [12.3991](#) n Mo. Conseil national (CPE-CN). Maintien de l'ambassade de Suisse au Guatemala  
Décision du Conseil des Etats : adoption.
  - [13.3006](#) n Mo. Conseil national (CPE-CN). Collaboration avec l'Organisation des Suisses de l'étranger  
Décision du Conseil des Etats : adoption.
  - [13.3007](#) n Mo. Conseil national (CPE-CN (12.2066)). Contre la fermeture du consulat général à Chicago  
Décision du Conseil des Etats : rejet.
  - [13.4117](#) n Mo. Conseil national (Groupe V). Positions stratégiques concernant les relations entre la Suisse et l'UE  
Décision du Conseil des Etats : adoption.
  - [14.3120](#) n Mo. Conseil national (Groupe S). Garantir notre collaboration avec l'Europe  
Décision du Conseil des Etats : adoption.
  - [14.3423](#) n Mo. Conseil national (Groupe RL). Positionner la Suisse en tant que plate-forme internationale en matière de gouvernance Internet  
Décision du Conseil des Etats : adoption.
  - [14.3824](#) n Mo. Conseil national (Streiff-Feller Marianne). Aborder la question de la liberté de religion dans le cadre des contacts et des organes bilatéraux et multilatéraux  
Décision du Conseil des Etats : adoption.

## **27 Consultations sur des projets d'ordonnance, information et coordination**

Outre les affaires qui lui ont été transmises par les bureaux des Chambres, la CPE-E, en vertu de l'article 44, al. 1, let. c et d, LParl (cf. point 1), a traité divers problèmes d'actualité relevant de son domaine de compétences. Ainsi :

### **Entretiens avec les chefs de département compétents / séminaires / auditions**

- Politique étrangère de la Suisse. Priorités en 2012 et aperçu 2013 – 2015
- Politique européenne de la Suisse. Priorités en 2012 et aperçu 2013 – 2015
- Politique économique extérieure de la Suisse. Priorités en 2012 et aperçu 2013 – 2015



- Actualités de politique extérieure
- Actualités de politique européenne
- Actualités de politique économique extérieure
- Politique européenne de la Suisse. Auditions des Cantons
- Discussion avec l'Ambassadeur Richard Jones. Ambassadeur de l'UE pour la Suisse et la Principauté de Liechtenstein
- Négociations avec la France concernant l'impôt sur les successions. Audition des représentants des cantons
- Rapport du Conseil fédéral sur la politique des matières premières
- Questions géostratégiques. Auditions
- La Suisse et son groupe de vote au sein de la Banque mondiale. Audition de Jörg Frieden, directeur exécutif de la Suisse auprès de la Banque mondiale

### **Participation du Parlement à la politique étrangère selon art. 152 LParl (Information et consultation en matière de politique extérieure)**

#### Information en vertu de l'art. 152, al. 2, LParl :

- Accord commercial anti-contrefaçon
- FMI. Situation actuelle
- Etat des travaux menés au sein de l'OCDE en vue de l'établissement d'une norme régissant l'échange automatique de renseignements
- Stratégie pour la phase finale des négociations lors de la 21e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, Paris, décembre 2015

#### Consultation en vertu de l'art. 152, al. 3, LParl :

- Aéroport de Zurich. Futur accord entre la Suisse et l'Allemagne
- Mandat de négociation pour des accords de libre-échange entre l'AELE et les Etats d'Amérique centrale ainsi que la Malaisie
- Programme d'exemption de visa pour les Etats-Unis
- Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20)
- Principes applicables aux solutions institutionnelles avec l'UE
- Conférence de l'ONU relative à un traité international sur le commerce des armes
- Dialogue mené avec l'UE au sujet des régimes fiscaux des entreprises
- Priorités de la Suisse pour la 67e session de l'Assemblée générale de l'ONU





- Accord-cadre pour une mise en œuvre simplifiée de FATCA. Projet de mandat de négociations avec les États-Unis
- Projet de mandat de négociations avec l'Italie sur les questions fiscales et financières
- Projet de mandat concernant la négociation avec la Grèce d'un accord sur l'imposition à la source
- Statut d'observateur de la Palestine à l'AG-UNO. Position de la Suisse
- Mandat de négociation pour un projet d'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière avec la République française
- Accord de libre-circulation des personnes Suisse-UE : Extension à la Croatie
- Accord sur la libre circulation des personnes Suisse-UE : activation de la clause de sauvegarde à l'égard des États de l'UE-17 et de l'UE-8
- Contribution à l'élargissement en faveur de la Croatie
- Accord MEDIA avec l'UE
- Priorités de la Suisse pour la 68e session de l'Assemblée générale de l'ONU
- Mandat de négociation sur la participation de la Suisse aux programmes-cadres de recherche et d'innovation de l'UE pendant les années 2014 à 2020
- Mandat de négociation sur la participation de la Suisse au programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport 2014 à 2020
- Projet de mandat de négociation du Conseil fédéral sur les questions institutionnelles Suisse-UE
- Mandat de négociation sur la conférence ministérielle de l'OMC à Bali
- Mandat de négociation avec l'UE en matière de fiscalité de l'épargne
- Mandat de négociation pour la mise à jour et le développement des accords de libre-échange existants de la Suisse
- Mandat de négociation en vue de la participation de la Suisse au programme Culture de l'UE pour les années 2014 à 2020
- Mandat de négociation établi en vue de conclure une convention additionnelle avec l'UE portant sur la création d'un instrument de soutien financier aux frontières et visas dans le cadre du fonds pour la sécurité intérieure
- Projets de mandat de négociation relatifs à l'échange automatique de renseignements fiscaux avec les Etats partenaires
- Priorités de la Suisse pour la 69e session de l'Assemblée générale de l'ONU
- Projet de mandat de négociations pour la conclusion d'un accord avec l'UE en vue d'un approfondissement de la coopération policière internationale, en particulier par l'échange



facilité de profils ADN, d'empreintes digitales ainsi que de données relatives aux véhicules et à leurs détenteurs (coopération Prüm)

- Accès à la banque de données Eurodac à des fins de poursuite pénale. Mandat de négociation du Conseil fédéral en vue de la conclusion d'un accord avec l'UE
- Mandat de négociation de la Suisse concernant l'agenda de développement post 2015
- Mandat de négociation du Conseil fédéral concernant l'adaptation de l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'UE
- Mandat de négociation pour un accord de libre-échange AELE-Philippines
- Mandat de négociation pour un accord de libre-échange AELE-Géorgie
- Mandat de négociation pour un accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et l'Equateur
- L'instauration de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB)
- Priorités de la Suisse pour la 70e session de l'Assemblée générale de l'ONU
- Stratégie pour la phase finale des négociations lors de la 21e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, Paris, décembre 2015
- Mandat de négociation établi en vue de la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC, Nairobi, décembre 2015
- Modifications prévues de la configuration du réseau diplomatique et consulaire suisse à l'étranger
- Mandat de négociation concernant la révision de l'accord de promotion et de protection réciproque des investissements conclu entre la Suisse et la Malaisie

Consultation en vertu de l'art. 152, al. 3bis, LParl :

- Application à titre provisoire de l'accord de coopération avec l'UE concernant la participation de la Suisse aux programmes européens de navigation par satellite Galileo et EGNOS

**Coordination avec d'autres commissions**

- [12.013](#) é Engagement de militaires pour la protection de la représentation suisse à Tripoli (*CPS, co-rapport*)
- [12.055](#) n Exposition universelle 2015 de Milan (*CSEC, co-rapport*)
- [12.099](#) é Effets de l'exploitation de l'aéroport de Zurich sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne. Accord (*CTT, co-rapport*)
- [13.017](#) é Prestations de sécurité privées fournies à l'étranger. Loi (*CPS, co-rapport*)



- [13.022](#) n Encouragement de la recherche et de l'innovation pendant les années 2014-2020. Financement (*CSEC, co-rapport*)
- [13.023](#) é Programmes d'éducation de l'UE. Participation de la Suisse 2014-2020 (*CSEC, co-rapport*)
- [13.032](#) é Approbation et mise en oeuvre du Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA). Convention avec les Etats-Unis (*CER, co-rapport*)
- [13.044](#) n Coopération en matière d'application de droits de la concurrence. Accord avec l'UE (*CER, co-rapport*)
- [13.052](#) é Transmission de la formation suisse à l'étranger. Loi (*CSEC, co-rapport*)
- [13.065](#) n Conseil ministériel de l'OSCE à Bâle en 2014. Sécurité (*CPS, co-rapport*)
- [13.073](#) n Double imposition. Convention avec la France (*CER, co-rapport*)
- [13.078](#) né Engagement de militaires pour la protection de la représentation suisse à Tripoli. Prolongation (*CPS, co-rapport*)
- [13.104](#) n Participation de la Suisse à la KFOR. Prolongation de l'engagement de la Swisscoy (*CPS, co-rapport*)
- [14.016](#) n Traité sur le commerce des armes. Approbation (*CPS, co-rapport*)
- [14.060](#) n Bureau européen d'appui en matière d'asile. Accord avec l'UE (*CIP, co-rapport*)
- [14.039](#) n Blocage et restitution des avoirs illicites de personnes politiquement exposées à l'étranger. Loi (*CAJ, co-rapport*)

### **3 Composition de la commission, sous-commissions**

#### **31 Présidence**

- Président/-e session d'hiver 2011 - session d'hiver 2013 : Hannes Germann
- Président/-e session d'hiver 2013 - session d'hiver 2015 : Felix Gutzwiller

#### **32 Membres de la commission**

- Composition à partir de la session d'hiver 2011 : Germann, Gutzwiller, Berberat, Bischof, Bischofberger, Eberle, Eder, Fournier, Keller-Sutter, Levrat, Maury Pasquier, Recordon, Seydoux-Christe



- Démissions et nouveaux membres depuis la session d'hiver 2011 :  
Levrat, membre à partir du printemps 2011

### **33 Sous-commission(s)**

- Voyage d'information 2012 en Croatie / Bosnie-et-Herzégovine : Germann, Bischof, Keller-Sutter, Levrat, Recordon, Seydoux-Christe
- Voyage d'information 2013 au Brésil : Germann, Gutzwiller, Bischof, Fournier, Maury Pasquier
- Voyage d'information 2014 aux Pays Baltes : Gutzwiller, Bischof, Maury Pasquier, Recordon, Seydoux-Christe
- Voyage d'information 2015 en Israël et Palestine : Gutzwiller, Levrat, Berberat, Fournier, Keller-Sutter, Seydoux-Christe

### **34 Secrétariat**

- Florent Tripet, secrétaire de la commission (80 %)
- Myriam Bertsch, secrétaire adjointe de la commission (80 %)
- Stéphane Kessler, collaborateur scientifique (50 %)
- Marianne Reusser, secrétaire administrative (80 %)

## **4 Nombre de séances nécessaires**

### **41 Commission**

Ces travaux ont exigé au total 30 séances, équivalant à 36,5 jours de séances ou 207,75 heures (près de 5,7 heures par jour de séance en moyenne).

Durant les sessions ont eu lieu au total 5 séances, équivalant à 3 jours de séances ou 5 heures (près de 1,7 heure par jour de séance en moyenne).



## 42 **Sous-commission(s)**

Ces travaux ont exigé au total 8 séances, équivalant à 4 jours de séances ou 5,75 heures (près de 1,4 heure par jour de séance en moyenne).